

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre d'avoir eu l'amabilité de me fournir une copie du rapport de son ministère avant de le consigner au compte rendu.

Il va sans dire que je comprends que les moyens de transport utilisés par les personnes en cause ne relèvent pas de la compétence de son ministère. Néanmoins, certaines sont venues du Mexique dans un petit camion surchargé...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon avis, le député ne peut faire une déclaration maintenant, pour faire suite à la réponse donnée par le ministre. Il peut poser une question complémentaire.

M. Muir (Lisgar): J'y substituerai donc une question, monsieur l'Orateur. Je pensais que le ministre ferait une déclaration à l'appel des motions. Le ministre n'est-il pas d'accord que, comme un grand nombre de ces personnes ont été amenées du Mexique dans un camion relativement petit et bondé où, comme il l'a dit lui-même, une famille au moins souffrait de dysenterie, il lui incombe de donner l'avertissement que le gouvernement fédéral ne saurait tolérer de pratiques de ce genre à l'avenir?

L'hon. M. Nicholson: En toute déférence, monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas de tolérance de certaines pratiques. Notre loi relative à l'immigration n'autorise pas le ministre à réglementer les moyens utilisés par les Canadiens pour revenir dans notre pays. Je le répète, la plupart de ces personnes sont canadiennes. D'autres étaient accompagnées de parents. Nous n'avons aucun moyen de régir la façon dont elles voyagent: elles peuvent venir à pied, à bicyclette, à cheval ou autrement, s'il s'agit de Canadiens revenant au pays.

M. Rapp: Ce sont aussi de bons citoyens.

M. Lawrence E. Kindt (Macleod): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre combien il y avait de personnes dans le groupe?

L'hon. M. Nicholson: J'apprends qu'il y avait divers groupes qui sont arrivés à des moments différents. Il s'agissait de groupes, je crois, et pas de voyageurs individuels.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDE—LES PALLIATIFS DE LA FAMINE— L'ENVOI D'AIDE TECHNOLOGIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. A. MacLean (Queens): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État [L'hon. M. Nicholson.]

aux Affaires extérieures, je voudrais demander au premier ministre s'il est en mesure de dire plus précisément à la Chambre la réaction du gouvernement à la demande de l'Inde pour du blé qui pourrait y soulager la famine?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le très honorable chef de l'opposition m'a posé cette question vendredi dernier et je lui ai dit que j'espérais pouvoir lui répondre aujourd'hui. Un comité du cabinet a étudié cette question plus à fond pendant le week-end pour décider sous quelle forme l'aide devrait être accordée. On m'a présenté ce rapport à l'heure du déjeuner et il sera discuté à la réunion du cabinet et demain matin. Mardi après-midi j'espère pouvoir faire une déclaration sur les détails du programme. Je m'excuse de ne pouvoir le faire aujourd'hui.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, l'autre jour, le ministre a dit que 30 millions de boisseaux de blé, je crois, avaient été livrés à l'Inde. Le premier ministre peut-il dire si cette livraison a été effectuée principalement en vertu du plan de Colombo ou si elle entrait dans le cadre d'un programme de secours destiné à combattre la famine en particulier?

Le très hon. M. Pearson: Une certaine partie a été livrée en vertu du plan de Colombo. La majeure partie a été envoyée pour soulager la famine au printemps dernier. Nous songeons, à l'heure actuelle, à envoyer d'importantes quantités supplémentaires pour remédier surtout à la famine. On espère pouvoir envoyer à l'Inde l'année prochaine la même quantité globale que celle qui lui aura été expédiée cette année. Elle connaîtra peut-être aussi des difficultés à ce moment-là.

M. David MacDonald (Prince): Une question complémentaire. Le premier ministre pourrait-il nous dire si le rapport prévoit aussi l'envoi accru d'aide technologique à l'Inde, car il semble que ce soit l'un des principaux problèmes qui se posent dans ce cas comme dans d'autres.

Le très hon. M. Pearson: Je ne peux me prononcer sur cette question, mais je me renseignerai. Je sais qu'il y a eu certaines difficultés à ce sujet. Je sais aussi que l'Inde n'a cessé d'importer des engrais pour remédier à ce problème de longue portée. Mais j'examinerai la question.